



Alcool, tabac, drogues licites

Rubrique : actualités - Date : mercredi 27 novembre 2002

A noter aussi une interview de Nicole Maestracci, ancienne présidente de la MILDT. qui rappelle que son arrivée à la MILDT en juin 1998 a été concomitante à la sortie du rapport Roques qui comparait la dangerosité des produits psychoactifs licites et illicites. Toutefois ajoute-t-elle « contrairement à ce que laisse entendre JF Mattei nous ne nous sommes pas seulement appuyés sur les données pharmacologiques pour intégrer l'alcool, le tabac, les médicaments dans le champs de la lutte contre la toxicomanie. Nous nous sommes également fondés sur des données sociologiques, épidémiologiques, ainsi que sur l'expérience de nombreux acteurs de terrain (&) ». Sur les « réticences » du gouvernement de l'époque face au projet de plan, elle explique que « le plan n'a été adopté qu'en juin 1999 » qu'« entre temps le lobby alcoolier s'est activé » que « le Premier ministre paraissait hésiter » et que « les ministres restaient partagés ». D'après elle, c'est à Jean Glavany, ministre de l'agriculture de l'époque « que l'on doit d'avoir débloqué la situation » car il a « fait admettre à la filière vitivinicole qu'une meilleure prévention de l'usage abusif ne mettait pas en danger l'économie du secteur » et « a su convaincre le Premier ministre ». L'ancienne présidente de la MILDT raconte que malgré tout le jour de la présentation du plan, le document Indicateurs et Tendances qui devait être rendu public fut « mis au pilon » par Matignon pour avoir classé l'alcool dans la rubrique « drogues licites ». Sur ses rapports avec l'industrie alcoolière, elle affirme avoir « beaucoup discuté avec eux » et les avoir « associés chaque fois que possible ». Toutefois précise-t-elle « émanation de l'industrie alcoolière, Entreprise et prévention a martelé que la MILDT ne parlait de l'alcool que pour mieux dépénaliser le cannabis » or, ajoute-t-elle « je mets quiconque au défi de trouver une déclaration de ma part défendant une position aussi sommaire » Considérant que l'approche de la MILDT « est bien passée dans le public » comme le montrent les enquêtes d'opinion, ainsi que chez les professionnels, N. Maestracci évoque notamment le groupe de travail mis en place pendant deux ans et qui a « mis en évidence le fait que le socle commun (des différentes addictions, ndlr) était bien plus important que les différences ». A une question sur ses éventuelles craintes de « retour en arrière » elle répondra « Il faut beaucoup d'énergie pour faire progresser les politiques publiques et malheureusement très peu pour les faire régresser ».